



# Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 21 janvier 2000

## APERÇU

### ◆ Le secteur non résidentiel fait monter la valeur des permis de construction

En novembre, la valeur des permis de construction s'est accrue de 4,0 %, principalement sous la poussée du secteur non résidentiel. Jusqu'à maintenant en 1999, les projets de construction dépassent nettement leur rythme de 1998.

### ◆ Les prévisions économiques sont stables mais positives

Selon l'Enquête sur les anticipations à court terme, la moyenne des prévisions économiques pour la période de novembre 1999 à février 2000 est stable et plutôt positive.

### ◆ Les articles de soins de santé volent la vedette chez les grands détaillants

En octobre, les ventes des grands détaillants ont augmenté de 4,1 % d'une année à l'autre, en particulier celles d'articles de santé et de soins personnels (+ 21,2 %). La part de marché des grands détaillants pour ces produits s'est accrue au troisième trimestre de 1999.

### ◆ Les entreprises investissent moins en protection de l'environnement

En 1997, les dépenses en immobilisations des entreprises au chapitre de la protection de l'environnement ont diminué de 8,7 % par rapport à 1996. Cette réduction s'explique par une baisse des dépenses pour des procédés en bout de chaîne.

### ◆ La participation aux RPA décline lentement

À la fin de 1997, 41 % des travailleurs rémunérés au Canada adhéraient à un régime de pension offert par l'employeur (RPA), une proportion en baisse par rapport au sommet d'un peu plus de 45 % observé en 1991.

### ◆ Des technologies de pointe pour la transformation des aliments

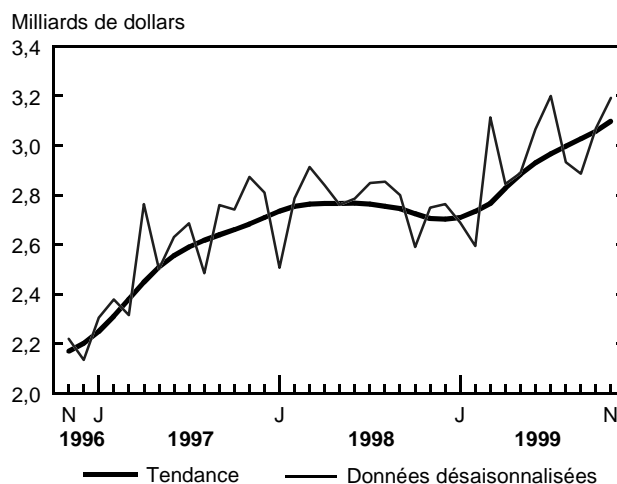
Les entreprises du secteur de la transformation des aliments ont recours aux technologies de pointe afin de demeurer concurrentielles. La plupart ont indiqué que l'effet le plus important s'est fait sentir sur la qualité de leurs produits.

## Le secteur non résidentiel fait monter la valeur des permis de construction

La valeur des permis de construction s'est accrue pour un deuxième mois d'affilée en novembre. Les municipalités ont délivré pour 3,2 milliards de dollars de permis, en hausse de 4,0 %. La hausse est surtout attribuable au secteur non résidentiel. Dans ce secteur, la valeur des permis délivrés a augmenté de 8,1 % et atteint 1,4 milliard de dollars, sous la poussée des projets de construction commerciale et institutionnelle.

Les projets de construction commerciale ont grimpé de 18,9 % en novembre, pour atteindre 767 millions de dollars. Il s'agit de la plus haute valeur mensuelle pour 1999. Les immeubles à bureaux ont été à l'origine de cette progression. Après un net repli en octobre, les projets de construction institutionnelle ont avancé de 31,6 % pour s'établir à 335 millions de dollars, la hausse la plus considérable étant survenue dans la catégorie de l'éducation. Cependant, la valeur des permis délivrés dans la composante industrielle a fléchi de 25,8 % et est tombée à 283 millions de dollars, les fabriques et les usines accusant la perte la plus marquée.

### Valeur des permis de construction



(suite à la page 2)



### ... Le secteur non résidentiel fait monter la valeur des permis de construction

À l'échelon provincial, les hausses mensuelles les plus élevées (en dollars) des permis de construction non résidentielle ont été observées en Ontario et en Colombie-Britannique. En Ontario, la composante institutionnelle a été celle qui a contribué le plus à l'augmentation de novembre, après avoir reculé le mois précédent. Les baisses les plus fortes ont eu lieu en Saskatchewan et au Québec. Dans cette province, la composante institutionnelle a régressé de 42,1 %, pour descendre à 28 millions de dollars.

Le secteur résidentiel a aussi contribué à la progression de la valeur d'ensemble des permis de construction en novembre, s'accroissant légèrement de 1,0 % pour se chiffrer à 1,8 milliard de dollars. Il s'agit de la valeur mensuelle la plus élevée depuis le début des années 1990. Les projets de construction de logements unifamiliaux ont propulsé le secteur résidentiel; la valeur des permis a monté de 5,1 % et s'est fixée à 1,3 milliard de dollars. Il s'agit du meilleur chiffre mensuel de 1999. Quant à la valeur des permis de logements multifamiliaux, elle a fléchi de 8,1 %, s'établissant à 513 millions de dollars.

À l'échelon provincial, les hausses les plus fortes (en dollars) du côté du secteur résidentiel sont survenues en Ontario, en Alberta et au Manitoba. La construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux a augmenté dans chacune des trois provinces. La plus forte baisse s'est produite en Colombie-Britannique.

Grâce aux progressions qui ont eu lieu dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en novembre, les projets de construction dépassent nettement leur rythme de 1998 jusqu'à maintenant. Ainsi, de janvier à novembre 1999, les municipalités ont délivré pour 32,5 milliards de dollars de permis, en hausse de 6,7 % par rapport à la même période en 1998. Cette année-là, qui était une année record pour la décennie, la valeur totale des permis avait totalisé 33,2 milliards de dollars. La remarquable performance du marché de la vente de maisons, la tendance à la hausse des niveaux d'emploi et la croissance économique soutenue sont autant de facteurs qui favorisent la croissance de l'activité du logement. Ces facteurs, conjugués avec la stabilité des taux hypothécaires, font en sorte que le marché du logement demeurera vigoureux dans les mois à venir.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.**

Le numéro de novembre 1999 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au (613) 951-2025 (courriel : sebastien.larochelle-cote@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

### Permis de construction, novembre 1999

Données désaisonnalisées<sup>1</sup>

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
<b>Canada</b>	<b>3 192,3</b>	<b>4,0</b>	<b>1 806,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1 385,5</b>	<b>8,1</b>
Terre-Neuve	20,1	-24,7	10,7	-8,7	9,5	-37,2
Île-du-Prince-Édouard	19,1	33,4	6,3	3,7	12,8	55,6
Nouvelle-Écosse	98,0	3,0	46,5	-3,0	51,5	9,1
Nouveau-Brunswick	36,6	-20,4	21,1	-16,1	15,5	-25,6
Québec	519,1	-1,0	280,8	0,8	238,3	-3,0
Ontario	1 517,7	9,1	918,4	4,8	599,3	16,6
Manitoba	88,5	14,5	39,5	30,7	49,0	4,1
Saskatchewan	46,0	-14,9	25,3	0,0	20,7	-28,0
Alberta	441,1	4,4	239,2	8,9	201,9	-0,3
Colombie-Britannique	399,8	-1,5	215,3	-18,7	184,5	30,6
Yukon	3,7	-38,2	2,3	37,0	1,4	-67,8
Territoires du Nord-Ouest	0,5	-83,2	0,4	-51,3	0,1	-95,8
Nunavut	2,0	-49,5	1,0	178,2	1,0	-72,3

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

## Les prévisions économiques sont stables mais positives

D'après l'Enquête sur les anticipations à court terme, la moyenne des prévisions économiques pour la période de novembre 1999 à février 2000 est stable et plutôt positive. Elle indique, pour ces trois mois, une croissance plus élevée sur le plan de la croissance économique et sur le plan du commerce international, mais une baisse de l'inflation ainsi qu'un taux de chômage stable. (Les résultats provenant de sept spécialistes ont été obtenus durant la semaine du 17 au 23 décembre dernier.)

Les spécialistes prévoient que le taux annuel d'inflation, tel qu'il est mesuré par l'Indice des prix à la consommation, devrait s'établir en moyenne à 2,3 % pour décembre et janvier et de 2,2 % pour février. Pour novembre, l'inflation réelle était légèrement moins élevée que prévu, la moyenne anticipée ayant été de 2,3 % comparativement au taux réel de 2,2 %.

Pour ce qui est de l'accroissement mensuel du produit intérieur brut, la prévision moyenne était de 0,3 % pour la période d'octobre

à décembre. Ce taux est légèrement plus élevé que le taux d'accroissement réel de 0,1 % enregistré en octobre.

Les prévisions du commerce international ne montrent aucun changement de l'excédent commercial pour la période de novembre à janvier, les prévisions moyennes se situant à 2,9 milliards de dollars pour chaque mois. Cette somme est légèrement supérieure à l'excédent réel de 2,7 milliards de dollars enregistré en octobre. En ce qui touche les exportations et les importations, la moyenne des prévisions indique une légère hausse dans les deux cas au cours de la période de trois mois.

Le taux de chômage devrait se maintenir tout près du taux réel d'octobre (7,2 %) et de novembre (6,9 %). Ainsi, on s'attend à ce que le taux de chômage soit de 7,0 % de décembre à février. En fait, le taux de chômage réel s'est fixé à 6,9 % en décembre. Peu de changements sont prévus au taux de participation, lequel se chiffrait à 65,5 % en novembre et à 65,6 % en décembre.

*Pour plus de renseignements ou pour obtenir un ensemble de tableaux, communiquez avec Jamie Brunet au (613) 951-6684 (télécopieur : (613) 951-1572; courriel : jamie.brunet@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.*

## Les articles de soins de santé volent la vedette chez les grands détaillants

En octobre, les ventes des grands détaillants ont augmenté de 4,1 % par rapport au même mois de l'année précédente, pour atteindre 6,2 milliards de dollars. Cependant, la composition du groupe des grands détaillants a influé sur la variation d'une année à l'autre. Ainsi, en excluant les détaillants en alimentation, la hausse des ventes d'une année à l'autre serait de 8,4 %. Toutes les principales gammes de produits ont affiché une croissance des ventes, à l'exception des produits alimentaires et des boissons (-3,6 %). Les ventes d'articles de santé et de soins personnels, d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques ainsi que d'articles et de fournitures pour la maison se sont accrues le plus.

### Ventes des grands détaillants

Données non désaisonnalisées

	Oct. 1998	Oct. 1999	Oct. 1998 à oct. 1999
	Millions de dollars		Variation en %
<b>Ensemble des marchandises</b>	<b>5 997</b>	<b>6 241</b>	<b>4,1</b>
Aliments et boissons	2 176	2 097	-3,6
Vêtements chaussures et accessoires	1 259	1 317	4,6
Articles d'ameublement et appareils électronique	806	903	12,0
Articles de santé et de soins personnels	414	502	21,2
Articles et fournitures pour la maison	277	301	8,4
Articles de sport et de loisirs	273	282	3,5
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	182	190	4,4
Autres biens et services	608	647	6,4

### Note aux lecteurs

*Un nombre important de magasins d'alimentation inclus dans les estimations d'octobre 1998 ne font plus partie du groupe des grands détaillants. Les ventes en octobre comprennent celles faites par le liquidateur d'Eaton. Les données présentées ici ne sont pas désaisonnalisées.*

Les ventes d'articles de santé et de soins personnels ont progressé de 21,2 % par rapport à octobre 1998. Suivant la tendance établie durant l'été 1998, le mois d'octobre 1999 marque le 16<sup>e</sup> mois d'affilée d'augmentations d'une année à l'autre supérieures à 10,0 % dans cette catégorie. La montée en flèche des ventes en octobre s'explique par la hausse des achats de cosmétiques et de parfums, de médicaments d'ordonnance et de médicaments en vente libre.

En ce qui a trait aux ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques, elles se sont accrues de 12,0 % comparativement à octobre 1998. Dans cette catégorie, les secteurs dont les ventes ont le plus augmenté d'une année à l'autre sont ceux des ordinateurs et de l'équipement connexe, des objets d'art et autres produits de décoration de la maison, des articles d'ameublement et des appareils photos et équipement photographique.

Pour ce qui est des ventes d'articles et de fournitures pour la maison, elles se sont accrues de 8,4 %. Les produits non électriques pour les ménages (par exemple, les balais, les vadrouilles et les paniers à linge) ont enregistré la croissance la plus forte en pourcentage dans cette catégorie. Quant aux ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires, elles ont enregistré une hausse annuelle de seulement 4,6 % en octobre, après avoir augmenté de 9,8 % en septembre.

Bénéficiant des hausses soutenues des ventes d'articles de santé et de soins personnels, les grands détaillants ont accru leur part de marché pour ces produits, laquelle est passée de 27,8 % au

(suite à la page 4)

## ... Les articles de soins de santé volent la vedette chez les grands détaillants

troisième trimestre de 1998 à 29,5 % au troisième trimestre de 1999. En ce qui concerne les articles d'ameublement et d'appareils électroniques, les grands détaillants ont profité de 49,6 % de tous les achats effectués auprès des magasins de détail. Cette part de marché du groupe est demeurée relativement stable par rapport au troisième trimestre de 1998. Par suite de hausses importantes des ventes durant les trois mois du troisième trimestre, la part de marché des grands détaillants pour les vêtements, les chaussures

et les accessoires a augmenté de 2,1 points, passant de 56,4 % au troisième trimestre de 1998 à 58,5 % au troisième trimestre de 1999.

*Pour des renseignements sur les données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : [detaillantsinfo@statcan.ca](mailto:detaillantsinfo@statcan.ca)). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Janet Sear au (613) 951-5580 (courriel : [searj@statcan.ca](mailto:searj@statcan.ca)), Division de la statistique du commerce.*

## Les entreprises investissent moins en protection de l'environnement

Les dépenses en immobilisations des entreprises au chapitre de la protection de l'environnement se sont élevées à 1,7 milliard de dollars en 1997, une somme en baisse de 8,7 % par rapport à 1996. Cette réduction s'explique par une baisse de 16 % des dépenses pour des procédés en bout de chaîne, c'est-à-dire ceux ayant été installés uniquement dans le but de réduire les substances nuisibles résultant de l'activité normale de production.

À titre de comparaison, les dépenses en immobilisations pour des changements intégrés au procédé, qui visent à prévenir les rejets de polluants résultant de la production, se sont accrues d'un peu plus de 5 %. Depuis 1994, la première année de l'enquête, les entreprises ont graduellement diminué leur investissement pour des technologies en bout de chaîne et l'ont augmenté pour des changements plus propres intégrés au procédé.

Pour une quatrième année de suite, l'industrie des pâtes et papier a dépensé le plus en ce qui touche les immobilisations au chapitre de la protection de l'environnement en 1997, y consacrant 331,5 millions de dollars. De cette somme, 54 % ont été alloués aux procédés en bout de chaîne et 41 %, aux changements intégrés. Toutefois, dans cette industrie, les dépenses en immobilisations totales au chapitre de la protection de l'environnement ont régressé de près de 50 % par rapport à 1996. Les entreprises de pâtes et

papier auraient délaissé les larges investissements réalisés à la fin des années 1980 et au début des années 1990 au profit de projets visant à améliorer les procédés de production et la qualité du produit.

L'industrie de première transformation des métaux venait au deuxième rang pour ce qui est des dépenses en immobilisations au chapitre de la protection de l'environnement. Cette industrie a investi 290,4 millions de dollars, un chiffre supérieur de 16 % à la somme dépensée en 1996. Dans cette industrie, les dépenses pour des changements intégrés au procédé ont régressé de près de 19 millions de dollars, mais cette baisse a été plus que compensée par un accroissement de 46 millions de dollars des dépenses d'investissement en procédés en bout de chaîne.

Quant aux dépenses d'exploitation des entreprises au chapitre de la protection de l'environnement, elles n'ont à peu près pas changé de 1996 à 1997, totalisant 3,0 milliards de dollars.

*Les résultats provisoires de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement de 1997 sont maintenant disponibles. Les estimations révisées de 1996 et les estimations provisoires de 1997 sur les dépenses de protection de l'environnement par industrie et par type d'activité sont disponibles sur demande. Un rapport analytique détaillé des estimations de 1996 et de 1997 sera publié au début de l'an 2000 sur le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). Pour plus de renseignements, communiquez avec Alice Born au (613) 951-3728 (télécopieur : (613) 951-0634), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.*

## La participation aux RPA décline lentement

La participation à des régimes de pension offerts par l'employeur a régressé, quoique lentement, après avoir atteint un sommet de 5,3 millions de cotisants en 1991. À la fin de 1997, environ 5,1 millions de travailleurs rémunérés adhéraient à seulement un peu plus de 15 200 régimes de pension agréés (RPA). Ces travailleurs représentaient à peu près 41 % de tous les travailleurs rémunérés au Canada en 1997, une proportion en baisse par rapport au sommet d'un peu plus de 45 % observé en 1991.

### Note aux lecteurs

*Les régimes de pension offerts par l'employeur, ou régimes de pension agréés (RPA), sont établis par les employeurs ou les syndicats à l'intention des employés. Le présent article est basé sur un rapport intitulé **Régimes de pension au Canada**, lequel est fondé sur les résultats d'un recensement de l'ensemble des régimes de pension agréés au pays. Ce rapport fournit des données relatives aux diverses modalités de ces régimes, à l'adhésion à ces régimes ainsi qu'aux cotisations y étant versées par les participants.*

(suite à la page 5)

### ... La participation aux RPA décline lentement

Environ 2,2 millions de femmes, ou 40 % de toutes les travailleuses rémunérées, adhéraient à des RPA en 1997. Cette proportion est demeurée relativement constante pendant toutes les années 1990. La hausse enregistrée dans le nombre total de participants à des RPA jusqu'en 1991 a été entièrement attribuable à la croissance de la participation des femmes, lorsque de plus en plus de femmes se sont jointes à la population active rémunérée et que de nouvelles mesures législatives ont étendu la couverture aux travailleurs à temps partiel.

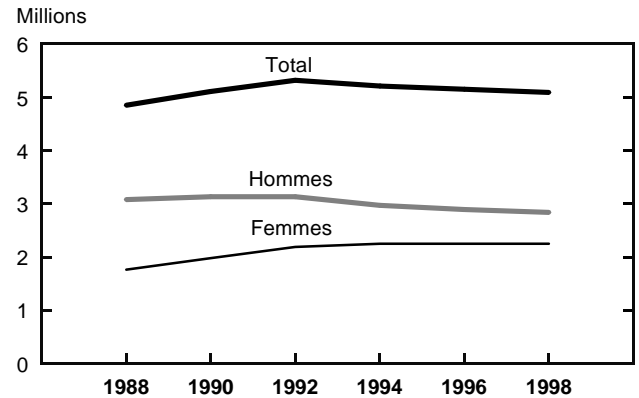
Depuis 1991, toutefois, la croissance du nombre de femmes qui adhèrent à des RPA a graduellement ralenti, et elle n'a pas été assez forte pour compenser une lente baisse du nombre de cotisants chez les travailleurs de sexe masculin. En 1997, les femmes représentaient 44 % de tous les adhérents aux régimes, un pourcentage sensiblement plus élevé que les 36 % enregistrés une décennie auparavant.

En 1991, 3,1 millions d'hommes adhéraient à un RPA, soit près de la moitié (49 %) de tous les travailleurs rémunérés de sexe masculin. En 1997, après plusieurs baisses soutenues, ils étaient 2,8 millions d'hommes à participer à des RPA (42 %). Entre 1991 et 1993, la baisse de la participation des hommes à des RPA a été observée surtout dans des secteurs d'activité comme la fabrication et la construction. Depuis 1993, la plus grande partie de la baisse a été enregistrée dans le secteur public.

Même si les régimes du secteur public représentaient une petite fraction (8 %) de tous les régimes, ils couvraient près de la moitié (47 %) de tous les participants en 1997. À la suite de changements démographiques et de compressions aussi bien fédérales que provinciales vers la fin des années 1990, l'adhésion à des régimes du secteur public a régressé de 3 % de 1995 à 1997. La participation à des régimes du secteur privé, par contre, a augmenté faiblement au cours de la même période.

En ce qui touche les cotisations, les RPA sont demeurés un élément essentiel des programmes d'épargne-retraite des Canadiens en 1997. Cette année-là, les Canadiens ont versé 63 milliards de dollars dans les trois principaux programmes de revenu de retraite,

### Nombre d'adhérents aux RPA au 1<sup>er</sup> janvier



soit les RPA, les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ainsi que le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec (RPC / RRQ). Toutefois, les proportions versées à chaque type de programme ont considérablement changé. En 1993, les cotisations aux RPA représentaient 40 % des cotisations totales, une proportion légèrement supérieure à celle des cotisations aux REER (37 %). En 1997, les cotisations aux REER constituaient 44 % des cotisations totales, alors que les cotisations aux RPA diminuaient pour se situer à 31 %.

Un tableau portant sur la population active et les travailleurs rémunérés adhérant à un régime de pension agréé est disponible sur le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) dans le module « Le Canada en statistiques ». Un rapport intitulé **Régimes de pension au Canada, 1998** (74-401-XIB, 31 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements ou pour obtenir des tableaux statistiques clés ou des totalisations supplémentaires, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : [revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu.

## Des technologies de pointe pour la transformation des aliments

La très grande majorité (90 %) des entreprises du secteur de la transformation des aliments — le troisième plus grand secteur de la fabrication au Canada — ont fait appel à au moins une des 61 technologies de pointe en 1998. Environ 30 % d'entre elles ont eu recours à plus de 10. La plupart ont indiqué que l'effet le plus important de la technologie de pointe s'est fait sentir sur la qualité de leurs produits.

Soixante pour cent de ces entreprises ont déclaré que ces technologies ont amélioré la texture ou l'apparence de leurs produits, leur durée de conservation ou leur commodité pour les consommateurs. En outre, 70 % des établissements ont indiqué que les nouvelles technologies ont amélioré la salubrité des aliments, et 45 % ont dit qu'elles avaient aussi amélioré la qualité nutritive de leurs produits.

### Note aux lecteurs

Le taux de réponse à l'Enquête de 1998 sur les technologies de pointe dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments a été de 84 %. En tout, 61 technologies de pointe dans neuf domaines fonctionnels ont fait l'objet de l'enquête. Ces domaines sont ceux de la transformation, du contrôle des procédés, du contrôle de la qualité, des stocks et de la distribution, des réseaux de communication, de la mise en état et de la manutention des matières, de la préparation à la transformation, de l'emballage, de la conception et de l'ingénierie.

Les établissements de transformation des aliments sont en voie d'adopter une vaste gamme de technologies perfectionnées pour rester concurrentiels. Mentionnons le refroidissement intense et les techniques avancées de filtrage pour la transformation, les

(suite à la page 6)

### ... Des technologies de pointe pour la transformation des aliments

techniques de test rapide et de test automatisé en laboratoire pour le contrôle de la qualité, les réseaux locaux et les grands réseaux pour les communications, ainsi que les matériaux de pointe pour l'emballage.

Le secteur de la transformation des aliments emploie 200 000 personnes, soit un peu plus de 10 % de toute la main-d'œuvre du secteur de la fabrication. En 1998, le produit intérieur brut du secteur de la transformation des aliments s'est élevé à 14,5 milliards de dollars, ce qui représente 11 % du produit intérieur brut total du secteur de la fabrication. Les entreprises œuvrant dans la transformation des aliments fabriquent des produits alimentaires allant de la viande et du lait aux pizzas congelées et aux produits carnés fortement transformés.

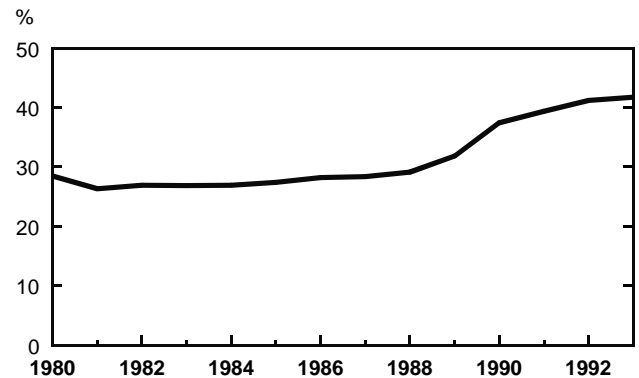
Les entreprises de transformation des aliments qui valorisent le plus la qualité cherchent à adopter des technologies plus avancées. Mais la recherche de la qualité va au-delà de l'utilisation des nouvelles technologies. Les entreprises adoptent souvent de nouvelles pratiques commerciales bien définies, notamment celles qui ont trait à la qualité et à la salubrité des aliments, à diverses étapes allant de la transformation jusqu'à l'emballage. En 1998, 4 entreprises sur 10 ont indiqué avoir des projets fermes visant l'adoption de technologies encore plus avancées dans les trois prochaines années.

Les établissements appartenant à des intérêts étrangers étaient en avance sur ceux qui appartiennent à des intérêts canadiens pour l'utilisation des technologies de pointe en 1998. L'écart était particulièrement manifeste pour ce qui est des réseaux de communication et des technologies de contrôle des procédés. Environ 90 % des établissements appartenant à des intérêts étrangers avaient adopté au moins une technologie avancée des réseaux de communication en 1998, comparativement à 60 % pour les établissements appartenant à des intérêts canadiens. De même, environ 85 % des premières avaient adopté des technologies de contrôle de procédés, comparativement à environ 50 % des deuxièmes.

Les entreprises multinationales ont accru leur présence dans le secteur de la transformation des aliments. Même si les établissements appartenant à des intérêts étrangers ne représentaient que 11 % de tous les établissements dans ce secteur en 1995, elles contribuaient à 40 % des livraisons totales, comparativement à moins de 30 % au début des années 1980.

Les grandes entreprises (250 employés et plus) avaient adopté les nouvelles technologies beaucoup plus que les petits établissements (de 10 à 19 employés). Cette différence s'applique surtout lorsqu'il s'agit des technologies des réseaux de communication (90 % contre 45 %), comme les réseaux locaux, et les technologies de contrôle des procédés (85 % contre 35 %), comme les contrôleurs logiques programmables. Cette situation s'explique en partie du

### Part étrangère des livraisons dans le secteur de la transformation des aliments



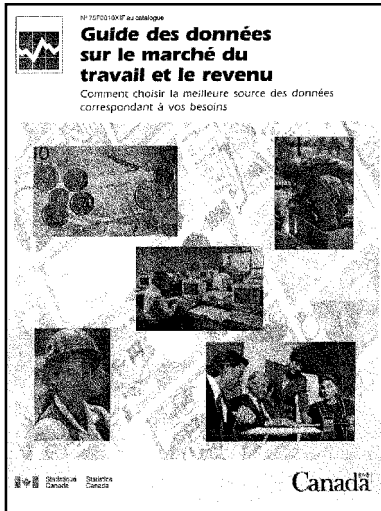
fait que les grands établissements sont plus susceptibles de faire des opérations continues de transformation de produits à valeur ajoutée supérieure.

L'utilisation des technologies diffère beaucoup parmi les sept branches d'activité ayant fait l'objet de l'enquête. L'utilisation des technologies de pointe est la plus élevée dans l'industrie laitière, suivie par celle des fruits et légumes et celle des produits alimentaires spécialisés, comme les pizzas congelées et les grignotines. Les technologies sont davantage utilisées dans ces trois branches en raison surtout de la plus forte concurrence. L'industrie des fruits et légumes ainsi que celle des produits spécialisés subissent la forte concurrence des produits importés. Pour leur part, les produits laitiers sont aux prises avec un environnement concurrentiel qui a modifié rapidement les technologies de production.

Bien qu'elle soit en tête pour l'adoption de nouvelles technologies, l'industrie laitière croit accuser du retard par rapport à la concurrence américaine. L'industrie des produits du poisson en revanche adopte les nouvelles technologies à un rythme bien inférieur à celui de l'industrie laitière, même si elle se considère en avance sur ses homologues américaines. Par ailleurs, l'industrie de la viande, qui se situait environ dans la moyenne pour ce qui est de l'utilisation des technologies, se jugeait en retard sur la concurrence aux États-Unis.

*La publication **Technologie de pointe dans le secteur de la transformation des aliments au Canada** (version imprimée : 88-518-XPF, 45 \$; version sur Internet : 88-518-XIF, 33 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 915-8588, Division de l'analyse microéconomique.*

## Nouveautés de Statistique Canada



### Guide des données sur le marché du travail et le revenu Décembre 1999

Présenté en format électronique (PDF), cet outil de référence donne une description de toutes les enquêtes importantes reliées au travail et au revenu effectuées par Statistique Canada. Le guide comprend de l'information sur les enquêtes, sur l'utilisation de leurs données, sur des publications qui leur sont rattachées ainsi que des études de cas. Le guide présente également les coordonnées de personnes-ressources ainsi qu'une liste des centres de consultation régionaux de Statistique Canada et des bibliothèques de dépôt.

*La nouvelle version du Guide des données sur le marché du travail et le revenu (75F0010XIF, gratuit) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.*

### Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : écart salarial entre les hommes et les femmes 1997

Bien que l'étude *L'écart persistant : nouvelle évidence empirique concernant l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada* ait analysé plusieurs facteurs contribuant à l'écart salarial, elle s'est attardée à deux facteurs que les études antérieures ont négligé : l'expérience de travail et les responsabilités professionnelles. L'étude conclut que presque 18 % de cet écart salarial vient de ce que les femmes ont en général moins d'expérience de travail que leurs homologues masculins, supervisent d'autres employés moins souvent et participent moins fréquemment aux décisions administratives. Plusieurs autres facteurs étaient liés à la disparité salariale, entre autres les différences relatives à l'ancienneté professionnelle et le fait que les hommes font plus souvent que les femmes des études dans des programmes conduisant à des emplois bien rémunérés, comme le génie. Cependant, tous ces autres facteurs réunis représentaient au plus 30 % de l'écart. Par conséquent, en dépit de la longue liste de facteurs considérés dans l'étude, une grande partie de l'écart salarial reste un mystère, au moins la moitié de l'écart demeurant inexplicite.

*L'étude L'écart persistant : nouvelle évidence empirique concernant l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada (75F0002MIF) est accessible sans frais sur le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Elle se trouve sous les rubriques « Produits et services », « Documents de recherche téléchargeables », suivies de « Revenu, dépenses, pensions, avoir et dettes » et « Revenu ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

### Adhésion des travailleurs jeunes et des travailleurs plus âgés à un régime de pension 1984 à 1994

Des études canadiennes antérieures ont montré que les salaires réels des jeunes hommes ont diminué de façon substantielle du début des années 1980 au milieu des années 1990. La nouvelle étude *L'évolution de la protection offerte par les pensions aux travailleurs jeunes et plus âgés au Canada* montre que le taux d'adhésion à un régime de pension de ces jeunes hommes a également chuté, laissant supposer que la baisse de leurs salaires réels s'est accompagnée d'une baisse de leurs avantages sociaux. Les résultats montrent aussi que, dans la mesure où leurs déplacements vers de meilleurs emplois sont permanents, les femmes qui sont maintenant âgées de 35 à 54 ans devraient jouir d'un revenu à la retraite plus élevé que celles de leurs homologues qui avaient le même âge il y a 15 ans.

De plus, les résultats de l'étude suggèrent que, à moins que la croissance des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs ne compense totalement la baisse du taux d'adhésion à un régime de pension agréé (RPA), il se peut que les jeunes hommes entrant maintenant sur le marché du travail aient à accepter des emplois qui procurent moins d'avantages sociaux que ceux reçus par leurs homologues dans le passé.

*L'étude intitulée L'évolution de la protection offerte par les pensions aux travailleurs jeunes et plus âgés au Canada est disponible sans frais sur le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Elle se trouve sous les rubriques « Produits et services », « Documents de recherche téléchargeables », puis « Études analytiques ». Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608 ou avec Marie Drolet au (613) 951-5691, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.*

## Nouveautés de Statistique Canada — fin

### Statistiques sur les télécommunications

Deuxième trimestre de 1999

Les données du deuxième trimestre de 1999 de la nouvelle Enquête trimestrielle sur l'industrie des télécommunications au Canada (SCIAN 5133) ont été diffusées récemment. Les principaux fournisseurs alternatifs de services de télécommunications par fil et l'industrie des télécommunications sans fil sont compris pour la première fois dans l'enquête. Des valeurs estimatives pour les unités qui composent l'industrie, mais qui ne sont pas étudiées dans l'enquête (revendeur, satellite et petits fournisseurs de services par fil et sans fil) sont aussi fournies.

Les données portent particulièrement sur les recettes et les dépenses d'exploitation, les dépenses d'investissement, l'emploi, l'infrastructure du réseau de télécommunications (lignes d'accès et abonnés à la téléphonie mobile) et des statistiques d'utilisation.

Le numéro du deuxième trimestre de 1999 de la publication *Statistique du téléphone* (56-002-XIB, 21 \$ / 40 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Lambert au (613) 951-6673, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

### Statistiques financières et fiscales des entreprises

1997

La publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises* présente un tableau statistique complet de la performance financière des entreprises commerciales du Canada de 1993 à 1997. La publication analyse 62 branches d'activité en fonction de facteurs tels que les revenus d'exploitation, les bénéfices d'exploitation et le rendement des capitaux employés. De plus, elle présente des données relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés versé au gouvernement fédéral et aux gouvernements provinciaux et territoriaux.

Pour la première fois, la publication inclut une série chronologique sur 10 ans des principaux indicateurs de rendement (comme les revenus d'exploitation, les bénéfices d'exploitation et le rendement des capitaux employés) de 63 branches d'activité.

La publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises, 1997* (61-219-XPB, 57 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Paula Helmer au (613) 951-9852 (télécopieur : (613) 951-0318; courriel : [helmpau@statcan.ca](mailto:helmpau@statcan.ca)), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

### Produits livrés par les fabricants canadiens — CD-ROM

1988 à 1997

Le CD-ROM *Produits livrés par les fabricants canadiens* est une base de données sur les biens produits par les fabricants canadiens. Cet outil d'analyse permet de chercher la valeur et la quantité de marchandises fabriquées au Canada et dans chacune des provinces ainsi que de connaître l'origine de la fabrication des biens par industrie (en se basant sur la Classification type des industries).

Le CD-ROM est facile à utiliser. À partir d'un code de produit ou d'une recherche par mot clé, vous pouvez obtenir en quelques secondes la valeur et la quantité d'un bien livré. Vous pouvez également suivre l'évolution dans le temps des biens fabriqués ou tout simplement calculer les parts de marché au Canada ou à l'intérieur d'une province. En plus, ce produit comprend un système vous permettant de retracer les changements des codes de marchandise et inclut la Classification type des biens et la Classification type des industries.

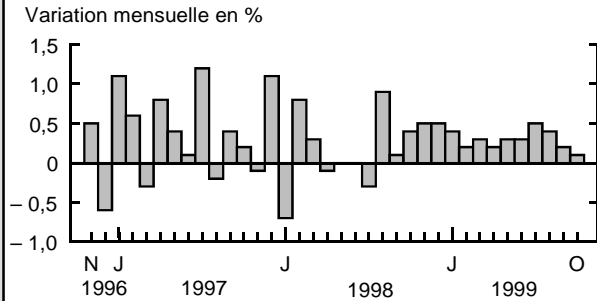
Le CD-ROM *Produits livrés par les fabricants canadiens, 1988-1997* (31-211-XCB, 430 \$) est maintenant en vente. Pour commander ou pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-9497 (télécopieur : (613) 951-3522; courriel : [manufact@statcan.ca](mailto:manufact@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.





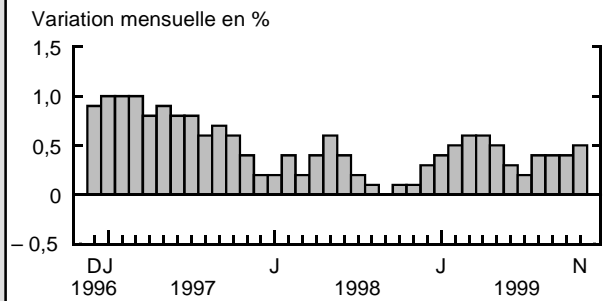
## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut



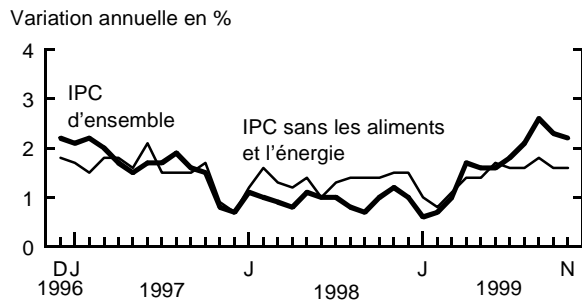
L'activité économique a poursuivi sa croissance en octobre (+ 0,1 %). Cette hausse mensuelle, qui correspond au rythme plus lent qui s'est établi en septembre, représente la quinzième progression d'affilée.

### Indice composite



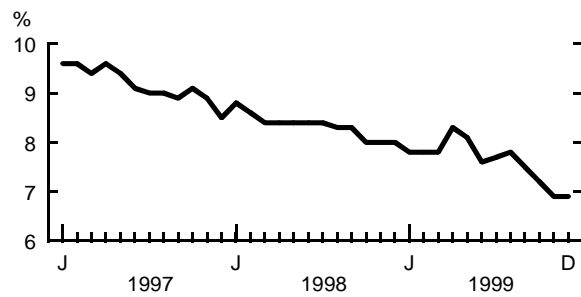
En novembre, la croissance de l'indicateur avancé est passée à 0,5 %, entraînée par le marché financier.

### Indice des prix à la consommation



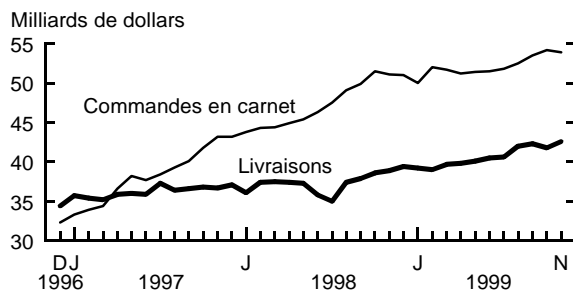
En novembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,2 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

### Taux de chômage



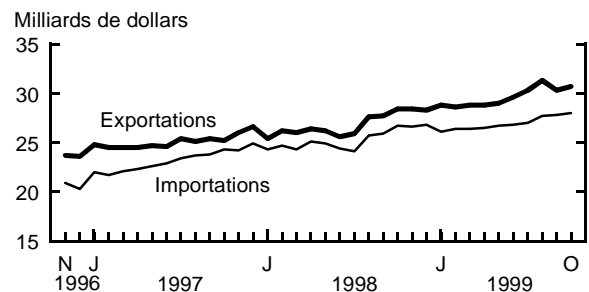
En décembre, le taux de chômage est resté inchangé par rapport à novembre, demeurant à 6,9 %.

### Fabrication



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 1,8 % en novembre, pour se fixer à 42,6 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont diminué de 0,4 % pour s'établir à 53,9 milliards de dollars, déclinant pour la première fois depuis avril 1999.

### Commerce des marchandises



En octobre, les exportations de marchandises se sont accrues de 1,2 % par rapport à septembre, pour atteindre 30,7 milliards de dollars. Les importations ont progressé de 0,7 %, pour se situer à 28,0 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	octobre	756,2	0,1 %	4,2 %
Indice composite (1981 = 100)	novembre	219,0	0,5 %	5,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	39,8	7,6 %	30,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	86,0	1,8 †	3,6 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	octobre	21,9	- 1,4 %	6,5 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	novembre	1,44	- 7,2 %	2,6 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	novembre*	132,7	3,1 %	11,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	octobre	30,9	1,8 %	8,8 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	décembre	14,92	0,3 %	2,4 %
Taux de chômage (%)	décembre	6,9	0,0 †	- 1,1 †
Taux d'activité (%)	décembre	65,6	0,1 †	0,0 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	octobre	613,00	0,0 %	0,9 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	décembre	164	1,2 %	11,6 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	octobre	30,7	1,2 %	7,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	octobre	28,0	0,7 %	4,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	octobre	2,7	0,2	1,0
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre*	42,6	1,8 %	9,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre*	42,3	- 0,4 %	9,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre*	53,9	- 0,4 %	5,5 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre*	1,30	- 0,01	- 0,03
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	novembre	109,0	- 0,1 %	2,2 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	novembre	123,2	0,0 %	2,4 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	novembre	129,1	3,4 %	23,2 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	novembre	101,8	0,3 %	1,6 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouvelle cette semaine.

† Points de pourcentage.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.  
Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.  
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;  
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Publications parues du 13 au 19 janvier 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
<b>AGRICULTURE</b>				
Statistiques économiques agricoles	novembre 1999	21-603-UPF	26 / 52	26 / 52
<b>ANALYSE DES ENTREPRISES ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL</b>				
Les finances publiques et l'équité intergénérationnelle		68-513-XIB	13	--
Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada		89-553-XIB	13	--
<b>BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS</b>				
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	octobre 1999	67-002-XPB	18 / 176	18 / 176
<b>CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION</b>				
Info-voyages	hiver 2000			
Internet		87-003-XIB	10 / 32	--
Papier		87-003-XPB	13 / 42	13 / 42
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>				
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	septembre 1999	26-006-XPB	19 / 186	19 / 186
Fer et acier primaire	novembre 1999	41-001-XIB	5 / 47	--
Huiles et corps gras	novembre 1999	32-006-XIB	5 / 47	--
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	novembre 1999	36-003-XIB	5 / 47	--
Produits pétroliers raffinés	juin 1999	45-004-XPB	21 / 206	21 / 206
<b>INDUSTRIES DE SERVICE</b>				
Indicateurs des services	3 <sup>e</sup> trim. de 1999			
Internet		63-016-XIB	26 / 87	--
Papier		63-016-XPB	35 / 116	35 / 116
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>				
Permis de bâtir	novembre 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
<b>PRIX</b>				
Statistiques des prix de la construction	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	62-007-XPB	24 / 79	24 / 79
<b>SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE</b>				
Radiodiffusion et télévision	1997	56-204-XIB	32	--
Radiodiffusion et télévision	1998	56-204-XIB	32	--
<b>STATISTIQUE DU COMMERCE</b>				
Commerce de détail	octobre 1999			
Internet		63-005-XIB	16 / 155	--
Papier		63-005-XPB	21 / 206	21 / 206

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens.

## Pour commander les publications

**Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :**

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).**